

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 15/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SISP

69 rue Montcalm
17000 La Rochelle

Références : 0007203652/2025/225

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SISP implanté Quai Modéré Lombard 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SISP
- Quai Modéré Lombard 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007203652
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement SISP est un site classé à autorisation pour du stockage de lessive de soude. Il est situé sur le quai Lombard du grand port maritime de La Rochelle. Le produit est réceptionné par navire et expédié par camion (dilué ou non).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/06/2019, article 1.2.1	Demande d'action corrective	9 mois
3	Suite inspection de 2018 - rétention	Autre du 12/09/2018	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Suite inspection de 2018 - plan de masse - gestion eaux pluviales	Autre du 12/09/2018	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Suite inspection de 2018 - PCC engrais liquides	Autre du 12/09/2018	Demande d'action corrective	1 mois
12	Suite inspection de 2018 - niveaux de sécurité	Autre du 12/09/2018	Demande d'action corrective	1 mois
15	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
17	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suite inspection de 2018 - rétention	Autre du 12/09/2018	Sans objet
4	Suite inspection de 2018 - jaugeage des bacs	Autre du 12/09/2018	Sans objet
5	Suite inspection de 2018 - suite démantèlement des bacs	Autre du 12/09/2018	Sans objet
7	Suite inspection de 2018 - registre déchets	Autre du 12/09/2018	Sans objet
8	Suite inspection de 2018 - mesures des niveaux sonores	Autre du 12/09/2018	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Suite inspection de 2018 - Autosurveillance des rejets d'eau pluviale	Autre du 12/09/2018	Sans objet
11	Suite inspection de 2018 - Réservoirs de stockage de lessive de soude	Autre du 12/09/2018	Sans objet
13	Suite inspection de 2018 - chaudière gaz	Autre du 12/09/2018	Sans objet
14	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
16	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
18	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que certains points relevés lors de la dernière visite d'inspection de 2018 restent en attente de réponse. Ce sont notamment des constats relatifs à la gestion des rétentions et des eaux pluviales, à la mise à disposition d'une plaque d'obturation d'un avaloir en cas d'épandage au poste de chargement des engrais et à la connaissance des actions enclenchées au cas d'atteinte des différents niveaux de sécurité présents dans les réservoirs.

L'inspection a permis de constater le respect des quantités d'eau prélevées imposées dans l'arrêté préfectoral, qui restent, de plus, inférieures à 10 000 m³ par an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2019, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée : Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Rubrique	A, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé
1630-1	A	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 tonnes	Stockage de lessive de soude : bac 53 : 2000 m ³ de lessive soude à 50 % bac 6 : 1000 m ³ de lessive de soude à 50 % deux bacs tampon de lessive de soude entre 10 et 50 % d'une capacité unitaire de 120 m ³ Capacité totale : 4860 tonnes
2175-1	D	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est : 1. Supérieure ou égale à 100 m ³	7 bacs de stockage de capacité unitaire allant de 200 à 580 m ³ Capacité totale de stockage : 4283 m³
2910	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Deux chaudières fonctionnant au gaz d'une puissance thermique nominale de 300 kW

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de masse des installations. Aucune modification n'a eu lieu sur les installations de stockage de lessive de soude. Les bacs 6 et 53 ainsi que les deux réservoirs tampons R01A et R01B (dénommé R02A dans l'arrêté) stocke de la lessive de soude.</p> <p>L'engrais liquide n'est présent que dans un seul réservoir (le bac 2). Les 6 autres bacs ont été démantelés.</p> <p>Une seule chaudière d'une puissance de 300 kilowatts est présente.</p> <p>Les bacs 71 et 72 sont destinés au stockage d'huile (produit non classé). Le bac 72 est vide (vu sur site) et le 71 contient 300 tonnes de produits.</p> <p>En complément, trois réservoirs horizontaux d'ester méthylique d'acides gras (EMAG) - produit non classé dans la nomenclature ICPE - d'une capacité unitaire de 55 m³ sont positionnés dans la cuvette la plus à l'ouest. Le produit est déchargé et chargé via le poste camions « engrais ».</p> <p>L'exploitant indique avoir un projet de réaffectation des réservoirs 71 et 72 en lessive de soude.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors du dépôt de son dossier de demande d'extension de la capacité de stockage de lessive de soude, l'exploitant inclut les différentes modifications intervenues sur le site (diminution du nombre de réservoirs d'engrais, présence d'une seule chaudière...). Si l'augmentation de la capacité de stockage dépasse les 250 tonnes (seuil de l'autorisation de la rubrique 1630), l'exploitant dépose au préalable en Préfecture un formulaire CERFA de demande au cas par cas.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 2 : Suite inspection de 2018 - rétention

<p>Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 :</p> <p>Les bacs d'engrais liquides contiennent actuellement du nitrate de calcium (CN9). Au regard de la fiche de données sécurité, le produit est non classé (H302 et H318). L'exploitant a indiqué que ces bacs devaient être libérés avant la fin de l'année 2018. À ce moment-là, tous les bacs sauf le n°6 seront déconstruits et des travaux visant à reprendre l'étanchéité de la cuvette seront réalisés. La remarque est maintenue dans l'attente de la réalisation des travaux d'étanchéité de la cuvette de rétention : La cuvette de rétention des bacs d'engrais liquides est toujours enherbée et sa fonction d'étanchéité peut être remise en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 12 octobre 2018, l'exploitant a indiqué avoir envoyé un courrier à son client afin de quitter les installations à la fin du premier trimestre 2019. Ainsi, s'il y a un nouveau projet, la cuvette de rétention sera rénovée ; en l'absence de projet, la cuvette sera maintenue en l'état.</p>

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucuns travaux de réfection de la cuvette de rétention n'avaient été réalisés. Actuellement, le seul bac présent dans la cuvette de rétention (n°2) est vide. Ainsi, la cuvette de rétention ne comporte aucun réservoir de stockage d'engrais contenant du produit. En séance, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux de reprise de l'étanchéité de la cuvette de rétention des engrais lorsque des engrais seront de nouveau présents dans la cuvette de rétention (un nouveau projet de stockage d'engrais est à l'étude).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suite inspection de 2018 - rétention

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018

Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - rétention

Prescription contrôlée :

Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : La cuvette de rétention des bacs d'huile minérale (bacs 71 et 72) n'a pas une capacité suffisante pour recueillir 50 % du volume des deux bacs. Ainsi, le produit est dirigé dans la fosse puis dans la cuvette du bac 53.

L'exploitant s'assure que le point haut de la cuvette du bac 53 est plus haut que le muret de la cuvette des bacs 71 et 72.

Constats :

Par courrier du 12 octobre 2018, l'exploitant s'était engagé à effectuer une mesure altimétrique pour s'assurer que le point haut de la cuvette du bac 53 soit plus haut que le muret de la cuvette des portes des bacs 71 et 72.

En séance, l'exploitant a transmis le rapport de la société Scopéo relatif à l'estimation du volume de la rétention du bac 53 daté du 9 janvier 2019. L'inspectrice a pris connaissance et a étudié le rapport après la visite. Ce dernier permet de s'assurer que la cuvette de rétention du bac 53 a un volume suffisant (en prenant en compte la fosse « Boyard »). Le rapport ne conclut pas explicitement que le point haut de la cuvette du bac 53 est plus haut que le muret de la cuvette des bacs 71 et 72. L'observation émise en 2018 est donc maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La cuvette de rétention des bacs d'huile minérale (bacs 71 et 72) n'a pas une capacité suffisante pour recueillir 50 % du volume des deux bacs. Ainsi, le produit est dirigé dans la fosse puis dans la cuvette du bac 53.

L'exploitant s'assure que le point haut de la cuvette du bac 53 est plus haut que le muret de la cuvette des bacs 71 et 72.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suite inspection de 2018 - jaugeage des bacs

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - jaugeage des bacs
Prescription contrôlée : <p>Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : Contrairement à ce qui est indiqué dans le courrier du 8 septembre 2016, les bacs d'engrais liquides n'ont pas été équipés de radars de niveau avec report en salle de contrôle. L'exploitant déclare que le jaugeage des bacs est réalisé chaque jour lorsque ceux-ci ont subi des mouvements (entrées ou sorties) et sinon à chaque décade.</p> <p>L'inspecteur a demandé à consulter l'état des stocks des bacs d'engrais. Il s'avère, qu'en réalité, les bacs n'ayant pas subi de mouvements, ne sont pas jaugés tous les 10 jours mais chaque mois. De plus, le fichier informatique ne comporte pas d'onglet pour le mois de septembre. Il semble que les bacs aient été jaugés à la fin du mois d'août mais que cette valeur n'a pas été reportée sur le fichier informatique.</p> <p>Il faut noter que l'exploitant dispose d'un mode opératoire de jaugeage des bacs mais celui-ci ne mentionne pas de fréquence de jaugeage ni n'indique pas que les données doivent être reportées sur le fichier informatique.</p> <p>L'exploitant améliore l'instruction de jaugeage des bacs en mentionnant la fréquence de jaugeage et le report des mesures dans le registre informatisé. Il sensibilise son personnel à la nécessité de jauger à chaque décade les bacs, ce qui permet d'améliorer la détection d'une éventuelle fuite de produit.</p>
Constats : <p>Les actions demandées n'ont pas été réalisées car le seul bac d'engrais liquides est vide. L'exploitant devra mettre en œuvre les observations émises en 2018 lorsque le site stockera à nouveau des engrais liquides.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite inspection de 2018 - suite démantèlement des bacs

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection de 2018 - suite démantèlement des bacs
Prescription contrôlée : <p>Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : Trois cuves inexploitées ont été démantelées. Deux cuves ont été gardées afin d'être reconverties en réserve d'eau incendie. Les réservoirs de fioul et d'eau pour l'ancienne chaudière ont été démantelés. Des traces de fioul au niveau de l'assise du bac et en fond de cuvette de rétention sont apparentes. L'exploitant s'assure de l'absence de pollution du sol.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué qu'aucune analyse de sol n'a été réalisée. Lors de la visite, il a été constaté que la cuvette de rétention est bétonnée et que les dalles béton ne présentent pas de traces de fioul.</p> <p>Les stockages de fioul étant non classés au regard des quantités présentes, les diagnostics de pollution de sol seront à réaliser à la cessation d'activité du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite inspection de 2018 - plan de masse - gestion eaux pluviales

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - plan de masse - gestion eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : L'exploitant a présenté un plan de masse informatisé des installations. Les trois bacs d'engrais liquides démantelés apparaissent sur le plan. Les réseaux d'eaux pluviales sont matérialisés sur le plan. Plusieurs vannes sur le réseau ont été mises en place : une vanne pour la vidange de la cuvette de rétention du bac 53, une vanne pour orienter les eaux de pluie vers la fosse, une vanne en amont du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant améliore la signalisation des vannes du réseau d'eau pluviale et justifie que les eaux pluviales de la cuvette de rétention du bac 53 ne peuvent être envoyées vers le séparateur d'hydrocarbures sans contrôle du pH (pas de vannes restées en position ouverte). L'exploitant met à jour le plan de masse du site (localisation des vannes et actualisation des bacs présents).</p>
Constats : <p>Lors de la visite, il a été constaté l'amélioration de la signalisation des vannes du réseau d'eau pluviale.</p> <p>Afin de justifier que les eaux pluviales de la cuvette de rétention du bac 53 ne peuvent être envoyées vers le séparateur d'hydrocarbures sans contrôle du pH (pas de vannes restées en position ouverte), l'exploitant a transmis suite à l'inspection de 2018 la procédure P_9_13_14 relative à la surveillance des rejets. L'exploitant confirme que cette procédure est toujours appliquée et que la mesure de pH est réalisée manuellement. Il indique qu'il est envisagé d'envoyer l'ensemble des eaux pluviales dans la fosse « Boyard » de 800 m³, de mettre en place une mesure de pH automatique et un réajustement automatiquement du pH avant rejet.</p> <p>La fosse « Boyard » servant de rétention déportée aux cuvettes de rétention des bacs 6, 53, 71 et 72, l'exploitant s'assure qu'il disposera toujours des capacités nécessaires de rétention lorsque cette fosse accueillera les eaux pluviales des installations.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de masse du site comportant la localisation des vannes du réseau pluviale. Il apparaît que le fond de plan n'est à jour : des bacs détruits sont toujours représentés.</p> <p>Le fond de plan utilisé pour matérialiser les réseaux d'eau n'est pas à jour (présence d'anciens réservoirs détruits).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suite inspection de 2018 - registre déchets

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection de 2018 - registre déchets
Prescription contrôlée : Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : L'exploitant complète son registre déchets en y intégrant une colonne liée à la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a indiqué disposer d'un registre pour les déchets non dangereux. Il utilise Track Déchets pour le suivi des déchets dangereux. L'inspectrice a consulté par sondage l'application Track Déchets : enlèvement le 17 octobre 2023 d'eau souillée de soude (une tonne), code 16 07 09*. L'exploitant indique que ces déchets peuvent être issus des opérations de maintenance, des IBC de purge, du nettoyage de filtres et des égouttures au poste de chargement camion. L'inspection n'émet pas d'observation sur le suivi des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite inspection de 2018 - mesures des niveaux sonores

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection de 2018 - mesures des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : La mise en service des installations ayant eu lieu en avril 2018, des mesures de bruit doivent être réalisées sous 6 mois soit avant octobre 2018. L'APAVE a été missionnée et les mesures étaient en cours le jour de la visite d'inspection. L'exploitant transmet le rapport de contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et les valeurs d'émergence.
Constats : Par courriel du 17 octobre 2018, l'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE de mesures de niveaux sonores effectuées les 11 et 12 septembre 2018. Les émergences et les niveaux sonores en limite de propriété sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suite inspection de 2018 - Autosurveillance des rejets d'eau pluviale

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection de 2018 - Autosurveillance des rejets d'eau pluviale
Prescription contrôlée : Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : L'inspecteur a consulté les rapports d'analyses réalisés par ATI en mai 2017 et juin 2018 au point de rejet n°2 (engrais liquides). Les résultats respectent les dispositions de l'article 4.4.10 de l'arrêté préfectoral. Les mesures au point de rejet n°1 (lessive de soude) sont prévues au mois d'octobre 2018. L'exploitant transmet les résultats des analyses au point de rejet n°2.
Constats : Par courriel du 21 février 2020, l'exploitant a transmis les résultats des analyses de novembre 2018, juin 2019 et novembre 2019 réalisées au point de rejet n°1 (il y avait une erreur dans la demande à l'issue de l'inspection de 2018 : ce sont bien les résultats d'analyse au point de rejet n°1 qui étaient attendues). Les résultats montrent un dépassement : <ul style="list-style-type: none">- en novembre 2018, sur les paramètres pH (11,46) et demande chimique en oxygène (DCO) (420 mg/l contre une concentration maximale autorisée de 300 mg/l),- en juin 2019, sur les matières en suspension (420 mg/l pour une valeur limite admise de 100 mg/l),- en novembre 2019, sur la DCO (715 mg/l). En réponse, l'inspection a demandé à l'exploitant par courriel du 24 février 2020 des explications relatives aux dépassements relevés. Par courriel du 5 mars 2020, l'exploitant a indiqué que « <i>Toutes les eaux susceptibles d'être polluées sont orientées d'abord par gravité dans la fosse de rétention 800 m³. Lorsque cela est nécessaire, la fosse de rétention 800 m³ est ensuite vidangée vers les eaux pluviales du Port en passant par le séparateur et sous condition que l'échantillon prélevé soit conforme (aspect, température, pH). Le 15/10/2018, le séparateur du point de rejet n°1 (lessive de soude et huiles) a été vidangé et nettoyé, puis rempli en eau via l'hydrocureur. Le 07/11/2018, des échantillons ont été prélevés démontrant après analyse un pH non-conforme. Il n'y a pas eu d'incident d'exploitation entre ces 2 dates rapprochées. Nous en avons déduit que la cause du dépassement de pH était due à un défaut d'application de consigne (mesure du pH) avant rejet vers le réseau d'EP du Port. Depuis, le pH a toujours été conforme. Ce qui met en évidence un manque de maîtrise du process à mise en service. Pour améliorer la surveillance du pH, un capteur va être installé avec report d'information à la supervision. En cas de dépassement, une alarme sera activée avec arrêt automatique de la pompe de relevage de la fosse de rétention 800 m³. ».</i> Comme indiqué au constat n°6, la mesure de pH est toujours réalisée manuellement. L'exploitant a présenté les deux derniers rapports d'analyse des eaux : <ul style="list-style-type: none">- rapport ATI Environnement suite à une intervention du 29 mai 2024,- rapport ATI Environnement suite à une intervention du 23 octobre 2024. Aucun dépassement des valeurs limites de rejet au point de rejet n°1 et n°2 n'est relevé. L'exploitant respecte les fréquences de surveillance des rejets d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suite inspection de 2018 - PCC engrais liquides

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - PCC engrais liquides
Prescription contrôlée : Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : L'exploitant dispose d'une bâche devant être positionnée sur l'avaloir situé à proximité du poste de chargement d'engrais liquides et permettant de l'obturer. Cette bâche est rangée dans un carton dans le local situé à coté du PPC. Elle n'est pas très accessible. De plus, le jour de la visite de la végétation était présente dans l'avaloir. L'efficacité de la bâche d'obturation pourrait être remise en cause par manque d'adhérence due à la présence de la végétation. L'exploitant améliore l'accessibilité de la bâche d'obturation de l'avaloir et s'assure de son adhérence en cas de présence de végétation dans l'avaloir.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'emplacement de la bâche d'obturation de l'avaloir. Elle n'est pas présente dans le local situé à proximité du poste de chargement des camions « engrais et EMAG ». L'inspectrice a constaté l'absence de végétation dans l'avaloir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remettre à disposition sur le site une plaque permettant l'obstruction de l'avaloir situé à proximité du poste de chargement d'engrais liquides afin que les eaux d'extinction incendie ne s'évacuent pas dans le réseau d'eau pluviale du port.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Suite inspection de 2018 - Réservoirs de stockage de lessive de soude

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - Réservoirs de stockage de lessive de soude
Prescription contrôlée : Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : Les deux bacs R01A et R02A de 120 m ³ contenant de la lessive de soude à 30 % sont équipés d'une sonde de niveau haut (NH=2150 mm soit 120 tonnes). Ces deux réservoirs ne disposent pas de niveaux très hauts mais sur déclenchement du niveau haut, les pompes de dilution sont arrêtées. L'exploitant justifie qu'au regard de l'absence de niveau très haut sur les bacs R01A et R02A, le niveau de sécurité est identique à celui décrit dans le dossier de porter à connaissance déposé en Préfecture.

Constats :

Par courrier du 12 octobre 2018, l'exploitant s'est engagé à installer un niveau très haut et les actions associées conformément au porter à connaissance.

L'exploitant a confirmé que l'ensemble des réservoirs de lessive de soude était équipé de radars.

Sur les réservoirs tampon R01A et R01B (= R02A), le niveau très haut est fixé à 2300 mm, le niveau haut à 2200 mm et le niveau bas à 70mm. L'exploitant précise que le niveau très haut correspond à un volume de 100 m³ pour un point de débordement positionné à 121 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Suite inspection de 2018 - niveaux de sécurité

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018

Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - niveaux de sécurité

Prescription contrôlée :

Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 :

L'exploitant s'assure que l'ensemble de la chaîne détection/traitement du signal/alarmes est opérationnel pour l'ensemble des niveaux de sécurité (haut, très haut, bas et très bas) des bacs 53, R01A et R02A. Il transmet les résultats de ces contrôles à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 24 décembre 2020, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des sécurités réalisé en 2019 et 2020 par la société Geleis. L'ensemble de la chaîne de sécurité est fonctionnel.

Pour le bac 53, le rapport permet de constater que :

- sur atteinte du niveau haut et du niveau bas, une alarme est envoyée à la supervision, une alarme sonore retentit et une information est transmise sur GSM (l'exploitant précise qu'un sms est envoyé sur le numéro de l'astreinte exploitation),
- sur atteinte du niveau très haut, les actions précédentes sont déclenchées et un « arrêt cycle de transfert » est effectué (l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à quoi correspondait « l'arrêt du cycle de transfert »),
- sur atteinte du niveau très bas, une alarme est envoyée à la supervision, une alarme sonore retentit et l'arrêt de dilution est réalisée,
- sur atteinte d'une température haute ou basse, une alarme est envoyée à la supervision, une alarme sonore retentit ; le cycle de transfert, de dilution et de chargement camions sont arrêtés.

Pour les bacs R01A et R01B, le rapport permet de constater que :

- sur atteinte du niveau haut, une alarme est envoyée à la supervision, une alarme sonore retentit et l'arrêt de dilution est réalisée,
- sur atteinte du niveau bas, une alarme est envoyée à la supervision, une alarme sonore retentit et l'arrêt du chargement est effectué.

En séance, l'exploitant indique que les alarmes de la logistique « lessive de soude » sont reportées au niveau de la supervision « logistique méthanol » sur le site classé Seveso seuil haut.

L'exploitant mentionne qu'aucune fréquence n'a été définie pour réaliser un contrôle du bon fonctionnement des sécurités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
1 → L'exploitant doit connaître les actions déclenchées pour chaque niveau de sécurité sur chacun des réservoirs.
2 → L'exploitant définit une fréquence de test des niveaux de sécurité. Il réalise ces tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne « détection/traitement/action » de l'ensemble des niveaux de sécurité. Il assure la traçabilité de l'ensemble des résultats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Suite inspection de 2018 - chaudière gaz

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection de 2018 - chaudière gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat émis lors de l'inspection du 12 septembre 2018 : Une vanne d'arrêt d'urgence située dans un coffret est installée à l'extérieur du bâtiment chaufferie.</p> <p>La chaufferie est équipée d'un détecteur gaz. Selon l'exploitant le raccordement du détecteur à la supervision est réalisé mais le report du détecteur à la supervision n'est pas opérationnel et visible sur l'écran. L'exploitant déclare néanmoins que le déclenchement du détecteur gaz est reporté sur les téléphones d'astreinte.</p> <p>L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 8.3. de l'arrêté préfectoral : le déclenchement du détecteur gaz provoque le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle reportée à la supervision.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 octobre 2018, l'exploitant a transmis une attestation de la société Hervé thermique datée du 11 avril 2018 relative à la mise en service, à l'étalonnage de la centrale de détection gaz et du capteur de la chaufferie.</p> <p>L'exploitant déclare que sur détection gaz, une alarme sonore et visuelle est reportée à la supervision sur site (et également à la supervision située sur le site Seveso seuil haut), un SMS est envoyé sur le téléphone de l'astreinte d'exploitation.</p> <p>L'exploitant indique que la vérification du bon fonctionnement du capteur de gaz est annuelle. L'inspectrice consulte le rapport de vérification du capteur de gaz (rapport de la société BeAtex du 23 janvier 2024). Le détecteur de marque Oldham possède trois niveaux de détection : 10 %, 30 % et 50 %. Seule l'atteinte des seuils de 30 % et 50 % déclenchent les alarmes. Le rapport de vérification du fonctionnement de la détection gaz présente dans la chaufferie fait état d'un bon fonctionnement de l'installation et d'un correct report de l'alarme (sans précision sur les alarmes émises).</p> <p>En complément, l'exploitant réalise un test du bon fonctionnement de la détection gaz selon la procédure P_7-6-14 dénommée test de la détection gaz dans la chaufferie Lombard. La procédure mentionne que sur détection gaz, il y a un report d'alarme à la supervision, une alarme sonore et</p>

<p>l'émission d'un SMS « détection gaz » sur le téléphone d'astreinte exploitation. Selon la procédure, la fréquence de contrôle est annuelle et le résultat du test doit être enregistré sur le tableau d'entretien F_7_61. L'inspectrice a consulté le tableau d'entretien qui mentionne la réalisation du test en décembre 2024.</p> <p>La visite des installations a permis de constater la présence du capteur de gaz à proximité immédiate de la chaudière. Le jour de l'inspection, la centrale gaz est en fonctionnement. L'inspection des installations classées n'émet pas d'observation particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Le plafond de prélèvement en eau est fixé par l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral à 25 000 m³ par an.</p> <p>La lessive de soude est réceptionnée par navire à un pourcentage de 50 %. Elle est diluée avec de l'eau adoucie produite sur le site jusqu'à obtenir une concentration de 30 %.</p> <p>L'inspectrice a consulté les relevés mensuels du compteur d'eau potable. Les consommations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2023 : 6012 m³, - 2024 : 5377 m³. <p>La consommation mensuelle est d'environ 400 m³ mais varie selon l'activité du site.</p> <p>L'exploitant respecte le plafond de prélèvement fixé dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le débit d'eau prélevé dans le réseau communal ne dépasse pas 100 m ³ /j. Ainsi, le relevé de la consommation en eau doit être réalisé toutes les semaines mais l'exploitant effectue le relevé tous les mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'exploitant relève la consommation d'eau toutes les semaines et consigne les résultats sur un registre éventuellement informatisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :
Le site du quai Lombard n'est pas concerné par l'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 car la consommation annuelle en eau ne dépasse pas les 10 000 m ³ par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH : Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Article 37 du règlement REACH 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Sur demande de l'inspectrice, l'exploitant a fourni les fiches de données sécurité (FDS) : - de la lessive de soude 50 % CPP COSMET : la fiche datée du 1 ^{er} octobre 2022 est rédigée par la société Stockmeier France, - de la lessive de soude 30 % CPP COSMET : la fiche datée du 1 ^{er} octobre 2022 est rédigée par la société Stockmeier France, - de l'esther méthylique d'acide gras (EMAG) : la fiche datée du 30 mars 2011 est rédigée par la société Total. L'ensemble des FDS est en français. L'inspectrice a constaté lors de la visite que les conditions de stockage (rubrique 7 de la FDS) sont respectées pour les réservoirs de stockage de lessive de soude 30 et 50 %. Seule la FDS de l'EMAG est datée de plus de 5 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure auprès de la société Total qu'il dispose de la dernière version de la fiche de données sécurité de l'EMAG.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, REACH : Accès FDS aux travailleurs et représentants
Prescription contrôlée : Article 35 du règlement REACH Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'inspectrice constate que les fiches de données sécurité (FDS) sont accessibles à l'ensemble du personnel sur le réseau informatique. L'exploitant précise que les FDS sont également disponibles dans le logiciel « évaluation du risque chimique ».
Type de suites proposées : Sans suite